

« L'exécutif le plus vert de l'histoire wallonne »

WALLONIE Willy Borsus (MR) souligne le travail abattu par MR et CDH en un an

- Le gouvernement s'apprête à célébrer son premier anniversaire. Sans surprise, Willy Borsus dresse un bilan positif.
- Le ministre-président insiste sur la priorité donnée au climat et au développement durable.

Le 28 juillet 2017, le gouvernement MR-CDH prêtait serment. Un an plus tard, nous avons demandé au ministre-président Willy Borsus (MR) de dresser le bilan de cette équipe tombée des nues, en milieu de législature.

Quelles sont les trois avancées majeures pour la Wallonie ?

La réforme fiscale, avec notamment la suppression de la télé-redevance. Ensuite la gouvernance, parce que les gens ont été très sensibles à l'affaire Publifin. Enfin, la réforme des TEC, qui conduit au service continu dans les bus. Mais il y a beaucoup d'autres choses : 35 réformes importantes ont été réalisées ou engagées.

Que révèle un tel bilan, selon vous ?

Une dynamique de relance et de modernisation qui nous mobilise chaque semaine, notamment en matière de développement durable : la transition énergétique, l'abandon des objets en plastique à usage unique, la réforme des primes énergie... C'est très, très important ! Nous voulons être proches des préoccupations des gens. Je l'avoue : je suis très satisfait de cette première année. Nous avons mené un travail acharné. Mais nous avons aussi fait de la bonne gestion en vue du retour à l'équilibre.

D'accord, vous avez bossé. Mais

le retard accumulé était-il tellement important ?

C'est mon constat. La Wallonie avait du retard en matière de réformes ou de rationalisation des structures. On n'avait jamais eu cette audace ou cette volonté ferme de changer les choses. Nous essayons de rattraper ce retard. Mais nous savons que la Wallonie a en elle les qualités qui doivent lui permettre d'être une Région pleinement d'avenir, à condition d'être réformée. Le gouvernement y croit à 100 %.

Mais il reste bien des dossiers inachevés, voire quelques échecs ?

Tout ne se fait pas en un jour. Le cheminement d'un dossier important peut prendre plusieurs mois. Il reste donc du travail. Mais un échec réel, je ne vois pas... Par contre, voici ce qui me laisse un goût amer : les reproches qui nous sont adressés, principalement par la FGTB, à propos d'un défaut de concertation. Nous nous sommes vus des dizaines de fois ! Notre démarche, c'est écouter et négocier, puis décider et arbitrer, bien sûr.

La concertation, ce n'est pas dire oui à tout. Le gouvernement doit prendre ses responsabilités. C'est notre marque de fabrique.

Mais pourquoi ces critiques alors ?

Avant, il y avait probablement un neuvième ministre autour de la table, le patron de la FGTB wallonne... Aujourd'hui, c'est fini ! Je respecte pleinement le rôle des partenaires sociaux, il y a beaucoup de richesse dans ce dialogue. Mais chacun dans son rôle, SVP ! Après trente ans de pilotage socialiste, les chiffres que nous avons reçus à l'été 2017 étaient implacables. Il fallait un changement. Je tends la main aux partenaires sociaux et je continuerai à le faire.

Les syndicats ont été jusqu'à boycotter le comité de gestion du Forem !

Le modèle de cogestion n'est pas remis en cause. Mais le ministre Pierre-Yves Jeholet veut des résultats, du concret, c'est normal

quand il y a 30.000 emplois vacants, non ? Il a raison de vouloir changer les choses et d'aller vite.

Un autre litige porte sur la transformation du Conseil économique et social. Que voulez-vous précisément ?

Les organisations environnementales rentrent effectivement dans le bureau, l'instance décisionnelle. Vous verrez : ce gouvernement MR-CDH sera un des gouvernements les plus verts depuis la création de la Région ! Il y a une urgence pour le climat et le développement durable. Le dialogue entre patrons, syndicats, environnementalistes et d'autres sera très fructueux. Les synthèses seront d'une grande richesse. Ce n'est pas une démarche anti-FGTB.

Avez-vous des retours des Ecolos ? Ce parti doit vous trouver bien sympathiques...

Pas de retour particulier, mais qu'ils n'hésitent pas... Mais il ne s'agit pas d'un message politique à une formation particulière. Simplement, on a dit que notre gouvernement était centré sur la gouvernance, le socio-économique et le social. Tout cela est exact. Mais il y a aussi tout le pilier climat et développement durable. Nous sommes mobilisés sur cela.

Un dossier domine l'actualité wallonne depuis plusieurs mois : la réforme des aides à l'emploi APE.

C'est un gigantesque dossier : 60.000 emplois et un milliard d'euros ! Je salue l'audace et le courage de Pierre-Yves Jeholet qui a pris le dossier à bras-le-corps. Le modèle qu'il propose était réclamé depuis de nombreuses années. Bien sûr, cela soulève mille questions concrètes : mon emploi sera-t-il pérennisé ? Mon projet subsistera-t-il ? La période transitoire répond à cela : il n'y aura aucune perte pendant deux ans. On a prévu des mesures pour répondre aux cas particuliers. Donc, je soutiens cette réforme.

Mais elle continue à inquiéter... Comme toute réforme impor-

tante. Mais il fallait agir. Quand chaque employeur aura reçu la notification de son enveloppe et connaîtra sa trajectoire budgétaire pour les années à venir, les gens vont pleinement mesurer les avantages du système. Un : la simplification pour la mécanique de contrôle, par exemple. Deux : la cohérence entre le soutien à des emplois et le soutien à des politiques. Je suis convaincu que le nouveau système a beaucoup de mérites. ■

Propos recueillis par
ÉRIC DEFFET

élections

« Mon choix, c'est MR-CDH »

Quel regard le ministre-président jette-t-il sur la campagne pour les élections communales qui va s'accélérer à la rentrée ? Le travail du gouvernement sera-t-il perturbé en septembre ?

Dans l'équipe, nous sommes tous d'accord pour dire que cette campagne ne doit en rien

freiner notre rythme. Nous travaillerons exactement comme nous l'avons fait depuis le début. Chaque semaine, nous étudierons un volume de dossiers de même ampleur.

Est-ce malgré tout une répétition générale à six mois des régionales ?

La comparaison est difficile parce que la plupart du temps, les gens votent... local. Il y aura peut-être des tendances, et on y sera attentifs, comme le nombre de bourgmestres par parti. Pas de quoi en tout cas infléchir la politique wallonne.

Ferez-vous campagne ?

Je suis présent sur le terrain avec toute une équipe. A Marche, le programme et les listes sont prêtes. Mais j'ai toujours été sur le terrain, cela ne change rien et j'y serai encore le 15 octobre, le 16, le 17...

Dans « Le Soir » de ce lundi, Thierry Bodson de la FGFB et Jean-Pascal Labille de Solidarité réclament à nouveau un rapport de forces favorable à la gauche, avec Ecolo et le PTB si cela est envisageable. Pensez-vous que ce rapport droite-gauche est déterminant ?

Quand je lis les propos de res-

ponsables socialistes, ils appellent clairement à une coalition avec le PTB. Je n'entends en tout cas pas d'exclusive. On mesure bien tout le danger qu'un tel scénario représente pour la Wallonie, et je choisis mes mots à dessein. On voit que la gauche a échoué en Wallonie et la réponse à cet échec est d'aller vers l'extrême gauche. Plonger la Wallonie dans une coalition avec le PTB serait un risque incroyable pour notre Région.

En mai 2019, quelle coalition aura votre préférence ? Peut-on par exemple envisager une grande coalition MR-PS ?

Mon choix est clair, ma conviction aussi : il faut que la Wallonie puisse continuer sa route avec à sa tête une coalition de changement et même de rupture. C'est celle que nous avons mise en place avec le CDH à l'été 2017. Avec cinq ans de plus au-delà de cette demi-législature, je suis convaincu que nous pouvons avoir redressé la Wallonie. A condition de ne pas faiblir dans les réformes. Je suis confiant : celles-ci sont bien perçues par la population. ■

Propos recueillis par
E.D.

ANALYSE

Rendez-vous dans un an ?

A l'été 2017, lorsque la coalition MR-CDH a commencé à prendre forme en Wallonie, le libéral Willy Borsus a très vite fait figure de candidat naturel à la succession du socialiste Paul Magnette à l'Elysette. Le 28 juillet avec la prestation de serment, l'affaire était pliée. Parfois moqué pour ses rondeurs de langage, le Famennois a réussi à s'imposer comme chef de file d'une équipe qui a mis le grand braquet.

Il ne faut pas insister beaucoup auprès du ministre-président pour qu'il évoque son souhait de maintenir une coalition MR-CDH à la tête de la Wallonie au-delà des élections régionales de mai 2019. Voici l'idée : « *Donnez-moi et donnez-nous cinq ans de plus et tout ira mieux en Wallonie !* »

Sauf que ce n'est pas si simple : avec une majorité d'une voix, la coalition actuelle souffre le martyre pour garder la tête hors de l'eau sur des sujets délicats. On l'a vu la se-

maine dernière quand l'opposition a transformé la majorité en... minorité au moment du vote sur le décret-programme. Cinq années dans cette configuration et le cœur de Willy Borsus finira par lâcher...

Si MR et CDH veulent poursuivre ensemble, il n'y a pas le choix : l'électeur devra se montrer généreux. Et tous les regards se portent forcément vers le CDH, qui doit élargir sa représentation à Namur, ce qui n'est pas acquis. Sans cela, il risque vite d'apparaître comme un poids mort.

Alors, quoi ? Une grande alliance MR-PS pour conduire la Wallonie ? A lire Willy Borsus entre les lignes, il s'agirait carrément d'un rétro-pédalage pour les libéraux. Reste alors Ecolo... Imaginez des verts qui progressent en voix et en sièges en Wallonie. Ils feraient un allié convenable pour le MR. Entre 1999 et 2004, les deux partis ont déjà travaillé ensemble (avec le PS). Voyez avec quelle intensité le ministre-président insiste dans notre entretien sur l'importance des dossiers environnementaux. On n'est pas loin de l'appel du pied pré-électoral, vous ne trouvez pas ?

E.D.